

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE SPÉCIAL POST-ÉLECTIONS

13 juillet 2005

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 5 au 7 juillet 2005, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

De grâce

Par ERIC NG PING CHEUN

Définitivement, le nouveau gouvernement travailliste bénéficie d'un état de grâce, même chez nos analystes économiques et financiers habitués à des analyses froides. La majorité d'entre eux avance que l'économie mauricienne s'améliorera dans les cinq ans à venir. Mais, souligne un analyste, *“espérons que les erreurs du passé serviront de leçon pour que les promesses se réalisent”*. Soit dans une fourchette de 50% à 75%...

L'enquête de ce baromètre économique spécial post-élections a été effectuée durant les trois jours suivant la proclamation des résultats des élections générales. Il ne nous a pas semblé nécessaire d'attendre la composition du gouvernement pour connaître les opinions de nos répondants. Avec raison, puisque ces derniers fondent leurs attentes – qui sont grandes – sur celui auquel était déjà promis le maroquin du ministre des Finances.

En effet, à lire les réponses des analystes interrogés, il n'y a pas de doute que c'est Rama Sithanen qui est l'homme de la situation. Les uns le voient presque comme un messie, estimant qu'il était grand temps qu'un économiste revête les habits du Grand Argentier à nouveau. Les autres, ne faisant pas grand cas de sa performance de 1991-1995, mettent un bémol. Toujours est-il que ce n'est point une question d'homme, mais de politique.

Quatrième dans la hiérarchie gouvernementale, Rama Sithanen a beaucoup de pouvoir et règne sur de nombreuses institutions. Il est à la tête d'un grand ministère qui, outre de regrouper les finances et le développement économique, ramène les services financiers sous sa coupe. Il contrôle plusieurs corps paraétatiques, notamment le Board of Investment, la State Investment Corporation, la Financial Services Commission et la Banque de Maurice. Manifestement, il jouit de la confiance du Premier ministre et s'inscrit dans le rôle de tête pensante au sein du Conseil des ministres. Il n'aura pas le droit à l'erreur ni le prétexte de faillir.

Dans une première déclaration après sa prestation de serment, le nouveau vice-Premier ministre et ministre des Finances dévoile ses trois premières priorités : 1) faire reculer le chômage, 2) réduire le déficit budgétaire, et 3) diminuer la dette publique. On sait que, dans d'autres déclarations, M. Sithanen a fixé pour objectifs de créer entre 55 000 et 60 000 emplois et de ramener le déficit budgétaire à 3% du Produit intérieur brut et la dette publique à 50% du PIB.

Qu'en pensent nos analystes ? Sur le premier objectif, ils restent nuancés. Alors que le taux officiel du chômage était de 8,5% en 2004, 50% des analystes sont confiants qu'il tombera sous la barre des 8% d'ici à cinq ans, mais 47% des analystes le voient rester entre 8% et 10%. Et l'on se réfère ici à une définition du chômage qui, voici deux semaines, était contestée par l'Opposition d'alors...

Sur les deux autres objectifs, nos analystes sont catégoriques : ils ne pourront pas être réalisés. Les analystes disent même que les objectifs fixés sont hors de portée. A moins, évidemment, que le gouvernement procède à une privatisation massive des entreprises publiques, une option qui n'est pas prévue dans son manifeste électoral. Mais s'il va de l'avant avec les subventions et les exemptions fiscales promises, une majorité de trois quarts des analystes estime que les objectifs du déficit budgétaire et de la dette publique ne seront pas atteints. Etant donné l'énorme difficulté de restructurer les dépenses publiques, l'équation est simple : une hausse de dépenses accompagnée par une baisse de revenus ne peut que débalancer le budget de l'Etat.

Il reste une autre option : la dépréciation de la dette. On ne peut l'écarter dans la mesure où M. Sithanen, connu comme un partisan de "*mild depreciation*", demeure silencieux sur l'inflation et la roupie. Le moment n'est sans doute pas de frustrer les industriels des secteurs sucrier et textile, mais le fait est qu'une politique visant à faire de l'inflation tout en assurant un pouvoir d'achat artificiel à la population sera un désastre.

Nos analystes tirent alors leurs conclusions. Un "*caring government*" soucieux de changer la vie des gens ne saurait laisser l'inflation dépasser le taux fatidique de 5% : 63% des analystes pensent que la moyenne annuelle de l'inflation sera inférieure à 5% les cinq prochaines années. Entre-temps, le secteur privé peut être rassuré : aucun analyste n'anticipe une appréciation de la roupie vis-à-vis du dollar sur une base annuelle. Pour 57% des analystes interrogés, la roupie se dépréciera par au moins 5% annuellement.

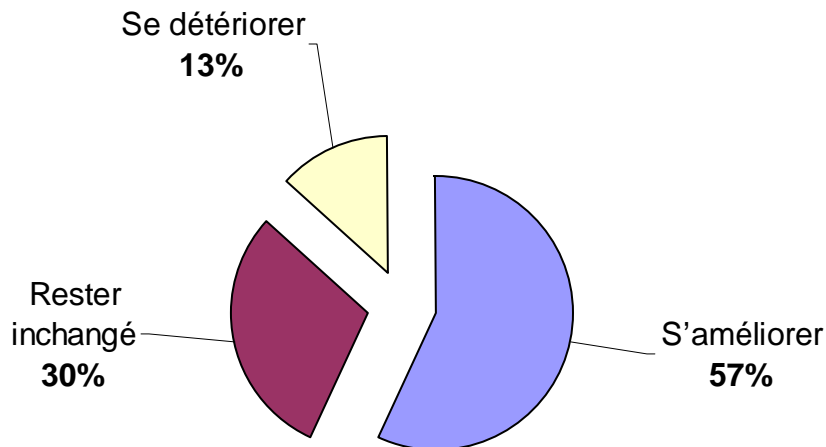
Par ailleurs, le programme gouvernemental de l'Alliance Sociale fait mention de deux grandes réformes : l'accès à la terre, puis l'ouverture et l'élargissement de la structure de propriété des grandes corporations et des conglomérats. Nos analystes se disent convaincus du succès de la première réforme, mais moins pour ce qui est de la seconde réforme. Par rapport à celle-ci, un analyste propose les "*solutions that are working in South Africa, whereby Corporates are forced to open up their shareholding and be broad-based, if they want to get business from the public sector*".

Le nouveau gouvernement, répétons-le, bénéficie actuellement d'un état de grâce. Mais, de grâce, qu'il ne dilapide pas son capital politique, passé les cent premiers jours.

(www.pluriconseil.com)

1) Selon vous, sous le gouvernement travailliste les cinq prochaines années, l'état de l'économie mauricienne va...

L'état de notre économie les cinq prochaines années

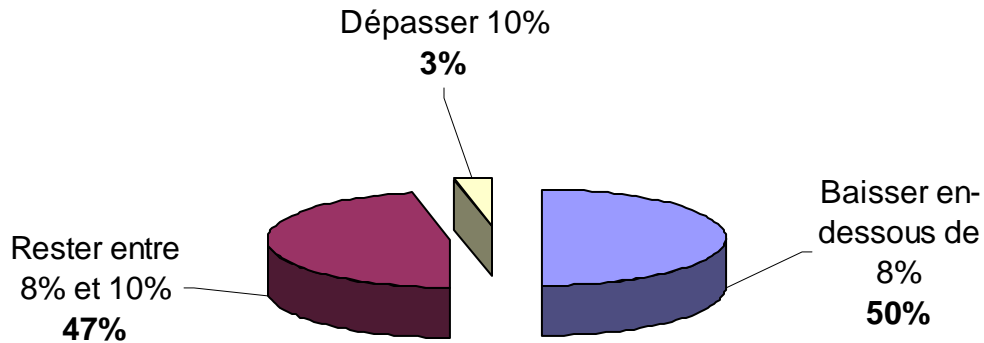


Commentaire : L'économie va s'améliorer

S'il y a une raison pour laquelle 57% des analystes sont confiants que notre économie va s'améliorer les cinq prochaines années, c'est que le nouveau gouvernement travailliste dirigera son attention des dépenses publiques improductives aux secteurs productifs. Aussi, la venue d'un économiste au poste de ministre des Finances jette quelques lueurs d'espoir. Néanmoins, 43% d'analystes pensent que le nouveau régime ne sera pas en mesure de renverser la vapeur, car beaucoup de facteurs sont hors de son contrôle, tant les conditions mondiales sont trop défavorables au sucre, au textile et au tourisme.

2) Selon vous, sous le gouvernement travailliste les cinq prochaines années, le taux officiel du **chômage**, qui était de 8,5% en 2004, va...

Le taux de chômage les cinq prochaines années

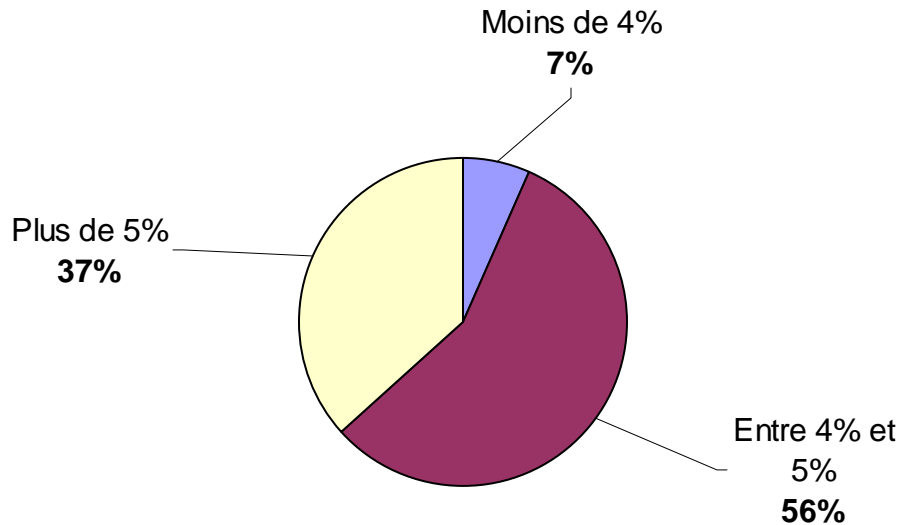


Commentaire : Le chômage en suspens

Puisque le ministre des Finances a fixé l'emploi comme sa première priorité, un analyste sur deux s'attend que le taux officiel du chômage tombe en-dessous de 8%. A cela, les mesures annoncées dans le manifeste électoral sont vues comme étant appropriées ; du moins il faudra redynamiser le secteur des petites et moyennes entreprises. Mais 47% d'analystes trouvent que le taux de chômage restera entre 8% et 10%, car il ne sera pas possible de combler le déficit d'emplois laissé par les secteurs sucrier et textile.

3) Selon vous, sous le nouveau gouvernement travailliste, le **taux d'inflation en moyenne sur les cinq prochaines années** sera...

Le taux d'inflation en moyenne sur les cinq prochaines années

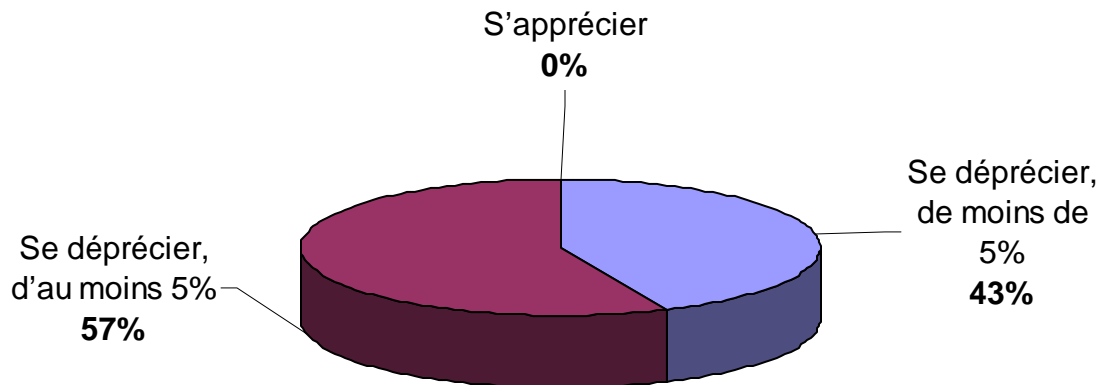


Commentaire : L'inflation sous les 5%

Les cinq prochaines années, le taux d'inflation sera en moyenne entre 4% et 5%, selon 56% des analystes. Le gouvernement travailliste, perçu comme ayant une sensibilité plus sociale que le régime sortant, fera tout pour contrôler le coût de la vie des Mauriciens. Une politique de réduction drastique des dépenses publiques fera aussi diminuer les pressions inflationnistes. Cependant, 37% des analystes anticipent une inflation moyenne de plus de 5%, du fait que la roupie continuera à se déprécier sensiblement et que le prix pétrolier demeurera très élevé pour encore longtemps.

4) Selon vous, sous le nouveau gouvernement travailliste, **la roupie par rapport au dollar, en moyenne annuellement, va...**

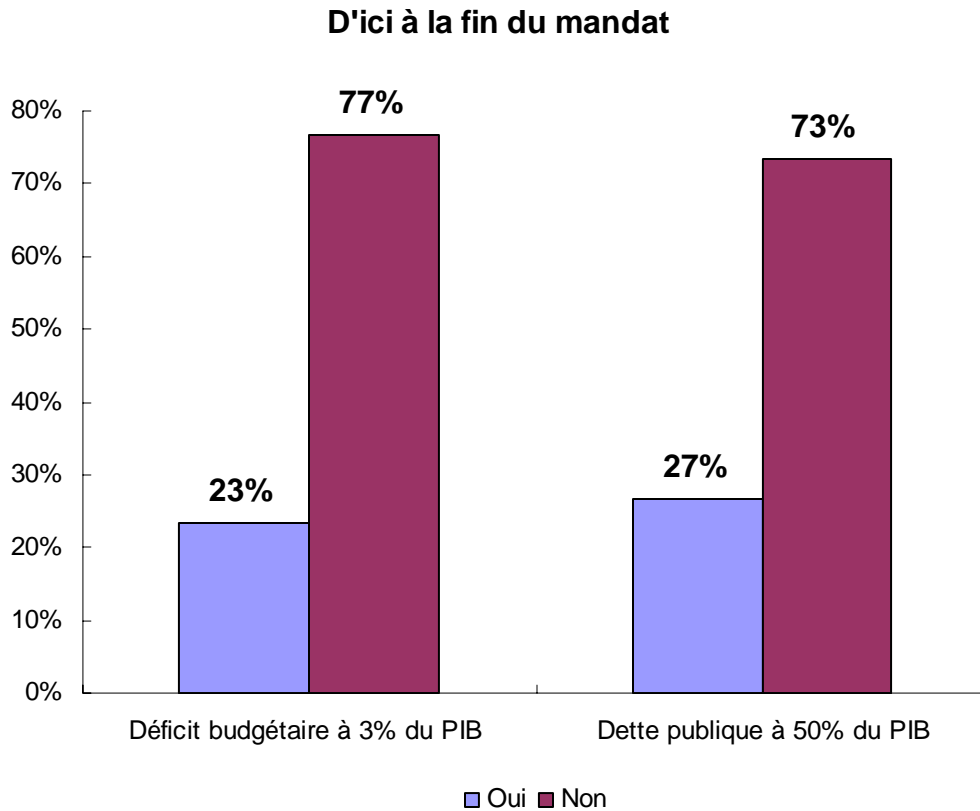
La roupie par rapport au dollar, en moyenne annuellement



Commentaire : La roupie se dépréciera

Aucun analyste ne s'attend que la roupie s'apprécie sur une base annuelle durant le mandat de ce nouveau gouvernement. La majorité des analystes pense que la dépréciation annuelle de la roupie par rapport au dollar américain sera d'au moins 5% en moyenne. D'une part, le dollar restera fort avec la montée des taux d'intérêt américains et, d'autre part, les problèmes de nos secteurs sucrier et textile invitent à une roupie faible. Mais 43% des analystes croient que le ministre des Finances demandera à la Banque de Maurice de jouer le jeu pour ne pas laisser la roupie dégringoler.

5) Croyez-vous que le nouveau gouvernement travailliste réussira à atteindre ses objectifs du **déficit budgétaire** et de la **dette publique** d'ici à la fin de son mandat ?

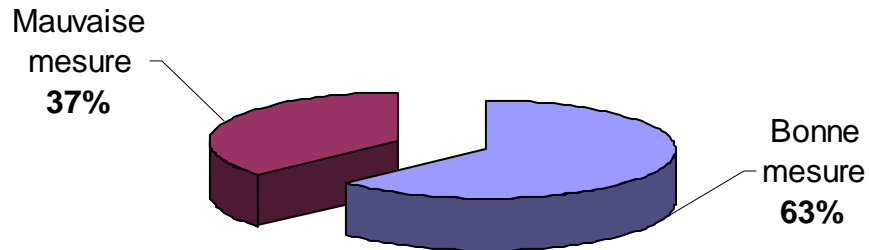


Commentaire : Les finances publiques resteront au rouge

Le nouveau gouvernement travailliste ne parviendra pas à réduire le déficit budgétaire à 3% du Produit intérieur brut, ni la dette publique à 50% du PIB. C'est la certitude que donne la très grande majorité des analystes interrogés, vu que le gouvernement accordera la gratuité du transport public pour les étudiants et les pensionnaires, ainsi que l'exemption de l'impôt sur le revenu pour les salariés gagnant jusqu'à Rs 25 000 par mois. Avec le maintien de la détaxe douanière, les revenus du gouvernement n'augmenteront pas suffisamment pour réduire l'écart avec les dépenses. D'autant que l'Etat sera contraint à continuer d'investir.

6) Selon vous, l'exemption de l'impôt sur le revenu pour ceux touchant jusqu'à Rs 25 000 par mois est-elle **pour l'économie** une...

Exemption de l'impôt sur le revenu

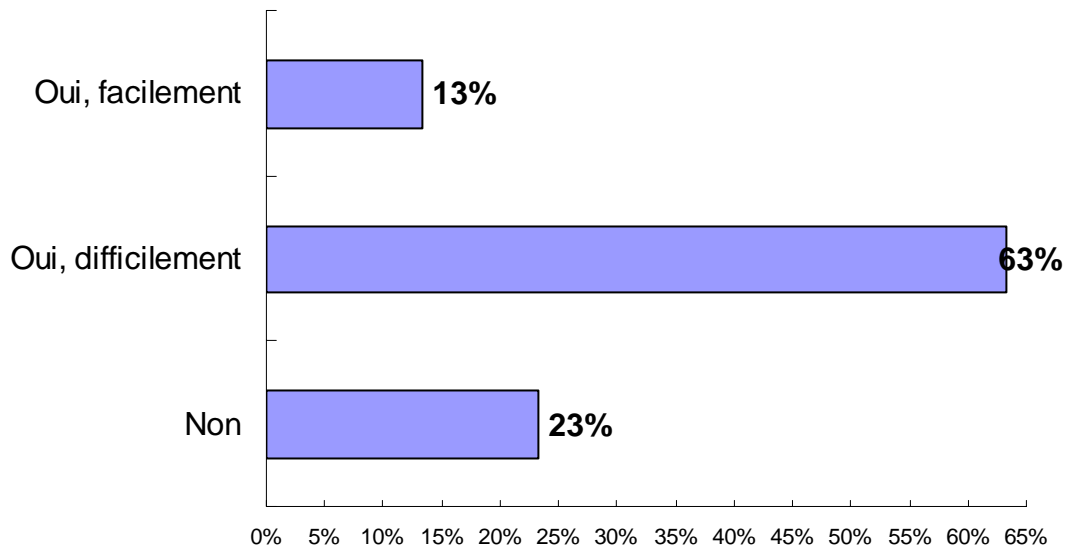


Commentaire : Une mesure non sans conséquence

L'exemption de l'impôt sur le revenu pour ceux touchant un salaire mensuel allant jusqu'à Rs 25 000 est une bonne mesure pour l'économie, estiment 63% des analystes. Elle va rehausser la confiance des consommateurs et, de là, stimuler la consommation. En même temps, le Bureau des impôts pourra mieux se concentrer sur les gros contribuables dans le dessein de combattre l'évasion fiscale. Mais pour 37% d'analystes, c'est une mauvaise mesure qui rend plus difficile l'assainissement des finances publiques.

7) Croyez-vous que le nouveau gouvernement travailliste réussira à appliquer sa réforme de l'accès à la terre ?

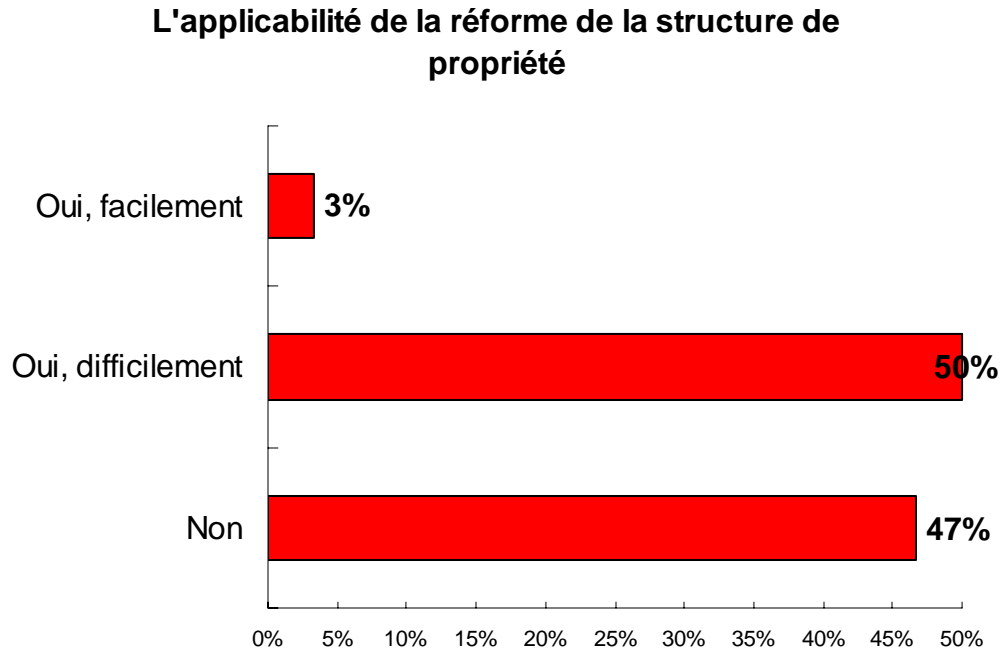
L'applicabilité de la réforme de l'accès à la terre



Commentaire : Une réforme bienvenue

Une très grande majorité d'analystes accueille favorablement une réforme de l'accès à la terre, telle que l'envisage le manifeste électoral de l'Alliance Sociale. Toutefois, 63% d'analystes sont d'avis que le gouvernement implantera sa réforme avec difficulté. La réforme agraire aura un long chemin à parcourir pour que la redistribution de terres soit faite "*in equity and fairness*". C'est, en tout cas, la première voie à prendre pour concrétiser la démocratisation de l'économie.

8) Croyez-vous que le nouveau gouvernement travailliste réussira à ouvrir et élargir la **structure de propriété** des grandes corporations et des conglomérats ?

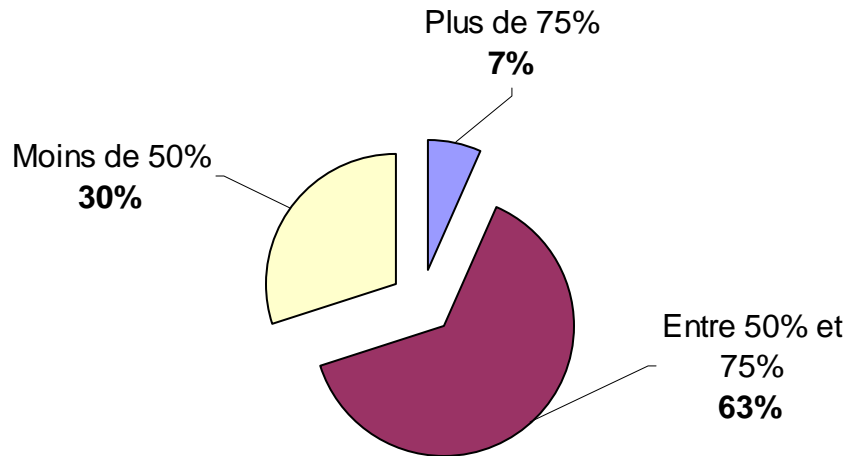


Commentaire : Une réforme au forceps

La réforme pour ouvrir et élargir la structure de propriété des grandes corporations et des conglomérats sera, elle, beaucoup plus difficile, sinon impossible aux yeux de 47% des analystes interrogés. La tradition de *“family business”* est encore très ancrée à Maurice. Le succès de la réforme dépendra de la vision des propriétaires des conglomérats. Sans doute le gouvernement doit donner l'exemple en desserrant son contrôle des corporations paraétatiques.

9) A combien estimez-vous que le nouveau gouvernement travailliste pourra appliquer les **mesures promises** dans son programme électoral ?

L'applicabilité des mesures promises dans le programme électoral



Commentaire : La barre des 50%

Trois analystes sur dix pensent que le gouvernement travailliste concrétisera moins de 50% des mesures promises dans son programme électoral. Dans notre pays où l'appareil gouvernemental est si bureaucratique, réaliser la moitié du programme sera déjà une performance honorable. Ainsi, 63% des analystes sont confiants de voir entre 50% et 75% des mesures se concrétiser. Pour cela, tout le gouvernement doit travailler, vraiment et seulement, pour le pays.

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone / Fax: (230) 234 2761

Mobile: (230) 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: eric.ng.ping.cheun@pluriconseil.com

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.